

Une pause dans l'essor africain?

Steven Radelet

L'avenir de la région est loin de dépendre des seules fluctuations des cours des produits de base

LES PROGRÈS rapides de l'Afrique sont-ils terminés? Durant les deux dernières décennies, de nombreux pays du continent ont changé de trajectoire et considérablement avancé en matière de revenus, de lutte contre la pauvreté, de santé et d'éducation. Mais l'optimisme récent semble avoir déjà été balayé par une vague de pessimisme. Les cours des produits de base ont chuté, l'économie mondiale ralentit, et la croissance est en panne dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. Si les dernières avancées étaient uniquement dues aux produits de base, l'horizon pourrait être assez sombre.

La réalité est toutefois plus complexe, et les perspectives, en particulier à long terme, plus variées que ce que l'on suggère souvent aujourd'hui. Bon nombre de pays doivent surmonter certaines des épreuves les plus difficiles qu'ils aient eu à passer depuis au moins dix ans, et même une bonne gestion ne leur garantira pas des avancées rapides dans les toutes prochaines années. Ailleurs, en revanche, notamment chez les importateurs de pétrole aux recettes d'exportation plus diversifiées, la croissance demeure relativement vigoureuse. Si les cours élevés des produits de base ont aidé plus d'un pays, les progrès

du développement qui ont pu être observés au cours des deux dernières décennies reposaient sur des atouts plus fondamentaux qui devraient perdurer : amélioration de la gouvernance et de la gestion des politiques, arrivée au pouvoir et aux affaires d'une nouvelle génération compétente, etc.

Pour gérer le ralentissement mondial, et d'autres menaces grandissantes comme le changement climatique, il faudra des dirigeants déterminés, agissant avec fermeté et prenant des décisions difficiles. Globalement, la croissance devrait ralentir dans les toutes prochaines années, mais, à long terme, les perspectives de progrès continus du développement dans un large nombre de secteurs restent solides dans beaucoup de pays de la région, surtout ceux qui diversifient leur économie, améliorent leur compétitivité et poursuivent le renforcement de la gouvernance institutionnelle.

Deux décennies de progrès

Dans une majorité de pays au moins, le ralentissement observé depuis peu succède à deux décennies de progrès soutenu, qui se sont illustrées au milieu des années 90 par une accélération de



Participants au raid VTT Absa Cape Epic, Le Cap, Afrique du Sud.

la croissance, une hausse des revenus, un recul de la pauvreté, une amélioration généralisée de la santé et de l'éducation et divers autres bienfaits du développement (graphique 1). Depuis 1995, le PIB africain a augmenté d'en moyenne 4,3 % par an, soit exactement 3 points de plus que durant les deux décennies précédentes. Mais il serait faux de croire que les progrès ont été aussi rapides partout. Les disparités étaient considérables : la moitié des pays de la région ont progressé, les autres évoluant peu. Dans les vingt pays (hors exportateurs de pétrole) où la croissance a le plus augmenté, le PIB s'est accru en moyenne de 5,8 %, et le revenu réel par habitant a plus que doublé. Ailleurs, en revanche, la croissance a été bien plus lente, et le revenu par habitant a même baissé dans huit pays. Certains écarts sont flagrants : au Rwanda, le revenu réel par habitant a plus que doublé, tandis qu'il chutait de 30 % au Zimbabwe.

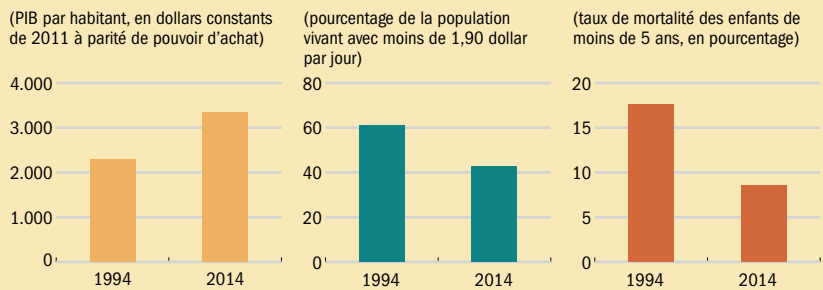
Là où la croissance s'est accélérée, la pauvreté a fini par amorcer un recul. La part de la population vivant dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,90 dollar par jour en prix constants de 2011) est passée de 61 % à 43 % entre 1993 et 2012, soit une chute de près de 1 point par an sur deux décennies. Dans certains pays (au Sénégal, par exemple), la pauvreté a encore plus reculé; dans d'autres (en République démocratique du Congo), pas du tout.

En matière de santé, les progrès ont été encore plus spectaculaires. Depuis le milieu des années 90, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a été divisée par plus de deux (de 17 % à 8 %). Fait remarquable, *tous les pays* subsahariens ont vu leur mortalité infantile diminuer ces vingt dernières années. Le nombre de décès par paludisme a baissé de moitié, et la mortalité liée au VIH/sida et à la tuberculose, d'un tiers. Plus des trois quarts des enfants d'âge primaire sont scolarisés, contre à peine 50 % dans les années 80. Plus des deux tiers des filles terminent désormais leurs études primaires : à l'âge adulte, leurs revenus potentiels seront

Graphique 1

Deux décennies de progrès du développement

En Afrique subsaharienne, les revenus ont augmenté et la pauvreté a reculé, tout comme la mortalité infantile.



Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

plus élevés et, facteur tout aussi important, elles auront moins d'enfants, qui seront en meilleure santé et plus instruits (voir l'article «Femmes au volant» dans ce numéro). Premices d'un renforcement du capital humain, ces tendances sont de bon augure.

La reprise qui a permis à certains pays d'aller de l'avant reposait essentiellement sur quatre piliers.

Premièrement, *la gouvernance s'est nettement améliorée*, dans une majorité de pays au moins. D'après le laboratoire d'idées américain Freedom House, le nombre de démocraties électives africaines a grimpé d'à peine 4 en 1990 à 23 actuellement. La démocratie s'est accompagnée de progrès en matière de gouvernance, avec plus





Artistes réalisant une fresque sur le mur de l'ambassade du Canada, Accra, Ghana.

de libertés politiques, moins de violence, un meilleur respect de l'état de droit, des institutions publiques plus solides, un environnement plus favorable à l'entreprise et moins de corruption. Loin d'être parfaites, les nouvelles démocraties affichent cependant des résultats plus honorables en termes de qualité de la gouvernance, dont témoignent les *Indicateurs de la gouvernance dans le monde* publiés par la Banque mondiale. En 2014, les 23 démocraties subsahariennes se classaient en moyenne dans le 42^e centile (devant l'Inde et la Chine), tandis que les pays non démocratiques se trouvaient au 19^e (graphique 2). Parmi ces derniers, un petit nombre ont amélioré leur gouvernance, mais ils sont plutôt l'exception à la règle.

Deuxièmement, *les dirigeants et responsables politiques compétents sont plus nombreux*. Une nouvelle génération de gestionnaires, techniciens et entrepreneurs arrive aux commandes des organismes publics, des organisations de la société civile et des entreprises privées. Les responsables des banques centrales et des ministères clés sont bien mieux formés, plus expérimentés et plus capables que leurs prédécesseurs d'il y a vingt ans.

Troisièmement, et logiquement, *les politiques économiques et sociales se sont largement améliorées*. La gestion macroéconomique est bien plus efficace, avec des taux de change plus souples, une inflation et des déficits budgétaires plus faibles et des niveaux plus élevés de réserves en devises. Le contrôle étatique s'est fait moins strict, au profit de systèmes économiques plus à l'écoute du marché. Les gouvernants ont corrigé de multiples distorsions qui freinaient la croissance, avec à la clé une plus grande ouverture aux échanges, un éventail de choix plus large pour l'achat des intrants et la vente des produits agricoles, et une diminution des formalités et du coût des affaires. Ce sont, entre autres, tous ces progrès qui ont permis à de nombreux pays de mieux résister aux chocs graves que l'on a

connus récemment, comme la crise alimentaire de 2007 et la crise financière mondiale de 2008–09.

Quatrièmement — mais cette condition essentielle est en train de changer —, *le contexte économique mondial a été globalement favorable pendant les vingt dernières années ou presque*. Le commerce s'est développé à un rythme soutenu, donnant accès aux technologies et aux idées nouvelles, tandis que les marchés s'agrandissaient. Pour bon nombre de pays, la Chine est devenue simultanément un grand marché d'exportation et une source d'investissements majeure. Les taux d'intérêt étant bas, les prêts destinés aux projets d'infrastructure sont devenus plus abordables. En outre, de 2002 à 2014, la hausse des cours des produits de base a avantagé les principaux exportateurs de pétrole (Angola, Ghana, Nigéria, République du Congo, etc.) et d'autres exportateurs de ressources comme le Libéria, la Namibie et la Zambie. Bien qu'elle n'ait pas profité à tous les pays (la majorité des pays africains ont été pénalisés en tant qu'importateurs de pétrole, et beaucoup n'ont constaté que de modestes variations des prix des produits principaux), elle a tout de même soutenu l'activité économique d'une grande partie de la région.

En plus de ces quatre facteurs clés, l'aide extérieure a joué un rôle secondaire mais important, en particulier dans le domaine de la santé, en contribuant à sauver des millions de vies grâce à des programmes qui ont élargi l'accès aux vaccins, amélioré la santé infantile et fait reculer des maladies comme la tuberculose, le paludisme et le VIH/sida. Et la grande majorité des travaux universitaires de ces dernières années montre qu'elle a aussi contribué à accélérer la croissance et fortifier la démocratie dans certains pays, en particulier depuis le milieu des années 90 (Arndt, Jones et Tarp ont publié en 2015 une excellente synthèse de ces recherches).

L'idée selon laquelle la rapide montée en puissance de l'Afrique est exclusivement liée à l'envolée des cours des produits de base est trop simpliste. Elle néglige le fait que l'accélération de la croissance remonte à 1995, soit sept ans avant le boom des cours, que les effets des cours ont singulièrement varié selon les pays (et ont été négatifs pour les importateurs de pétrole), et que des changements de gouvernance, de dirigeants et de politiques ont été des leviers essentiels du renouveau. Cette conception plus large des moteurs du progrès est cruciale pour l'évaluation des perspectives du continent : l'avenir à long terme des pays subsahariens ne dépendra pas uniquement des caprices des marchés des produits de base, mais aussi de l'efficacité avec laquelle ce défi et d'autres seront gérés.

Une conjoncture agitée

Mais le contexte mondial a considérablement évolué, et de nombreux pays doivent surmonter certaines des plus redoutables épreuves qui se soient présentées depuis une dizaine d'années. La croissance s'est ralentie de manière sensible partout dans le monde, y compris sur plusieurs marchés d'exportation importants. L'essoufflement a été très marqué en Europe, et la reprise économique américaine demeure modeste. La décélération de la croissance est allée de pair avec celle des échanges : le commerce mondial s'est accru de près de 7 % l'an entre 1998 et 2007, mais le rythme a diminué de plus de moitié depuis 2012, à 3 % à peine.

Plus important peut-être, la croissance chinoise est tombée à environ 6 %, très au-dessous du rythme de ces dernières années. Les échanges entre la Chine et l'Afrique subsaharienne avaient explosé, passant de moins de 20 milliards de dollars en 2003 à plus de 170 milliards de dollars en 2013, mais la croissance chinoise s'est essoufflée, et les efforts du pays pour privilégier son économie nationale ont entraîné un net ralentissement du commerce avec l'Afrique, voire sa contraction notable dans le cas de certains pays comme l'Afrique du Sud, l'Angola, la Guinée équatoriale, la République du Congo et la Zambie, qui sont les principaux partenaires commerciaux de la Chine. Tous les changements ne sont pas négatifs : la hausse rapide des salaires chinois crée de nouveaux débouchés pour les produits manufacturés africains. Mais les relations avec le partenaire chinois se redessinent rapidement, et il sera indispensable de bien les gérer pour assurer la croissance à long terme dans de nombreux pays africains (voir « Un cap décisif » dans ce numéro).

Avec le ralentissement de la croissance, les cours des produits de base ont chuté. Les cours du maïs, du cuivre et du coton ont tous perdu plus de 20 % depuis 2013, et ceux du minerai de fer et du pétrole, plus de la moitié. Ces mouvements ont eu des effets très divers sur les recettes d'exportation, les recettes budgétaires, l'investissement, l'emploi, les taux de change et les réserves en devises. Ils sont particulièrement prononcés dans les pays producteurs de pétrole (Angola, Nigéria, République du Congo, etc.) et exportateurs de minerai de fer (Afrique du Sud, Libéria, Sierra Leone), de cuivre (Afrique du Sud, République du Congo, Zambie) et de diamants (Afrique du Sud, Botswana, Namibie).

En conséquence, la croissance subsaharienne a ralenti de 5 % en 2014 à 3,5 % en 2015, et le FMI table sur un taux modéré de 3 % en 2016. Une fois encore, les disparités sont importantes : certains pays sont durement touchés, alors que d'autres bénéficient des variations de prix (graphique 3). Ce sont les exportateurs de pétrole dont la croissance a le plus souffert, avec les producteurs de minerai de fer, de cuivre et de diamants. L'Afrique du Sud, l'un des moteurs économiques de la région, a été victime de la sécheresse,

d'une chute des prix d'exportation et d'une intensification des luttes politiques; aujourd'hui, son taux de croissance avoisine 1 %. Au Nigéria, l'autre puissance régionale, la transition politique réussie de l'an dernier a été immédiatement suivie de problèmes liés à la forte chute des prix du pétrole, à l'accentuation des déséquilibres budgétaires et commerciaux et à la riposte hésitante des autorités. L'Angola, le Libéria et la Zambie ont été également très pénalisés.

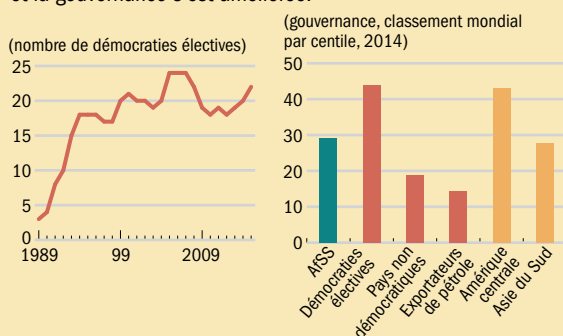
Mais la plupart des pays d'Afrique subsaharienne importent du pétrole et, dans ces pays, la chute des cours a donc eu des effets positifs. Certains, comme la Côte d'Ivoire, ont profité à la fois de la hausse des prix d'exportation (en l'occurrence du cacao) et de la baisse des prix d'importation. De même, dans les nombreux pays importateurs de produits alimentaires, le recul des cours du riz, du blé et d'autres denrées a été bénéfique. L'impact sur les prix d'exportation a été moins sensible dans les pays aux exportations plus diversifiées, où l'évolution des cours a aussi présenté certains avantages à l'importation. Le Kenya, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie devraient toujours connaître une croissance d'au moins 5 % cette année.

D'autres défis à long terme attendent toutefois les pays de la région, à commencer par l'insuffisance des infrastructures

Graphique 2

Sur la bonne voie

La démocratie a gagné du terrain en Afrique subsaharienne, et la gouvernance s'est améliorée.

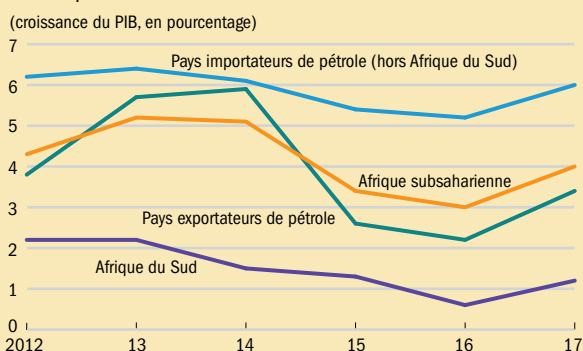


Sources : Freedom House, *Freedom in the World—Electoral Democracies*; Institut de la Banque mondiale, *Indicateurs de la gouvernance dans le monde*.
Note : AFSS = Afrique subsaharienne.

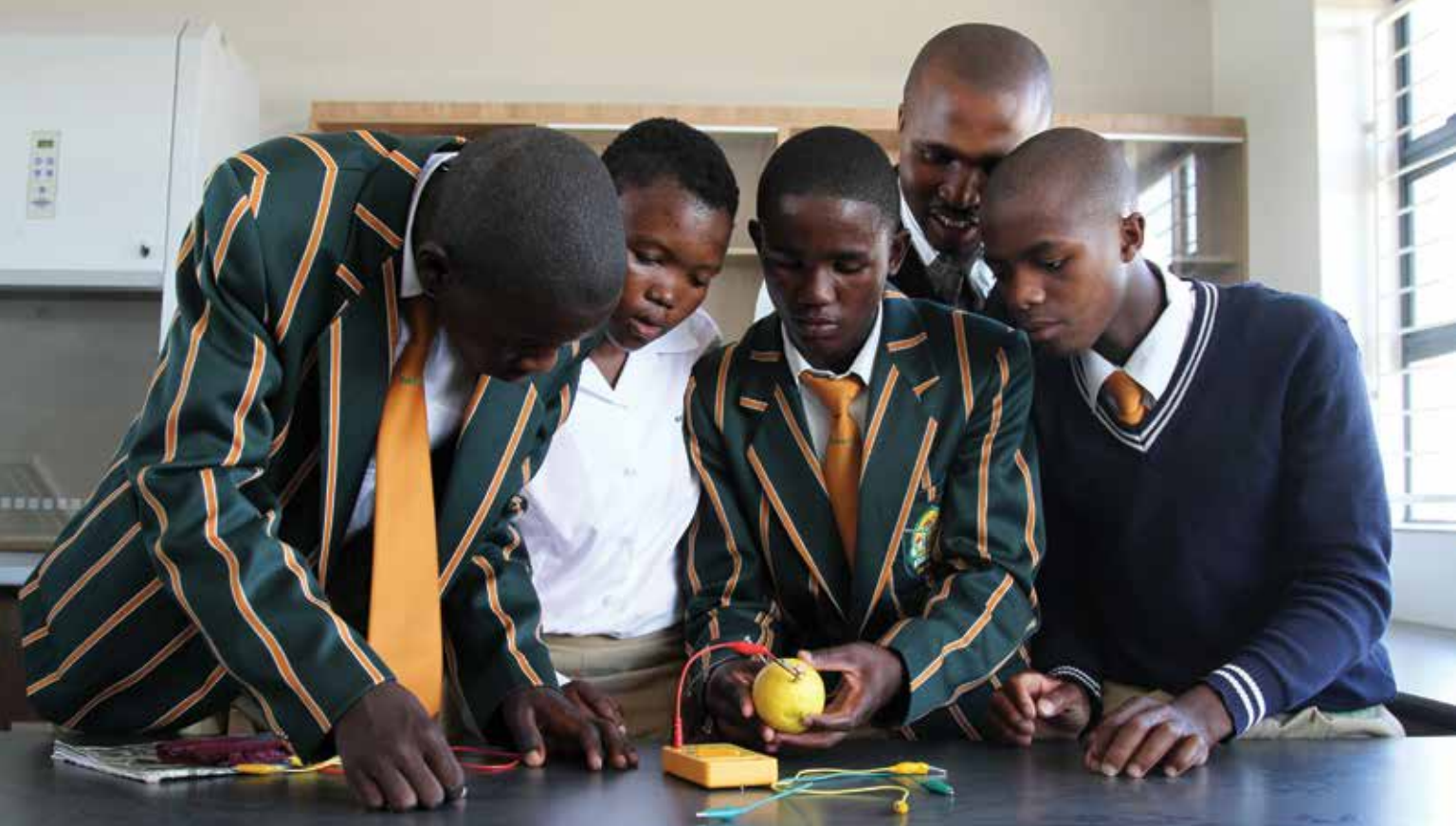
Graphique 3

Ralentissement

La croissance africaine a ralenti, mais les disparités entre pays sont importantes.



Source : FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne*, mai 2016. Les chiffres indiqués pour 2016 et 2017 sont des projections.



Étudiants effectuant une expérience scientifique, Mvezo, Afrique du Sud.

liées à l'énergie, aux routes et à l'eau (voir l'article «Un obstacle à la croissance» dans ce numéro). D'après des chercheurs de la Banque mondiale, les carences d'infrastructures amputent la croissance africaine de plus de 2 points par an. En zone rurale, un tiers seulement des Africains vivent à moins de deux kilomètres d'une route praticable en toute saison, contre deux tiers ailleurs. Et même si de nombreuses régions disposent de ressources en eau abondantes, l'absence de systèmes de stockage et d'irrigation constitue un frein à l'activité économique. Avec le changement climatique, les effets de ces carences ne feront que croître.

Les transitions démographiques sont une autre grande épreuve pour le continent. Sa population devrait augmenter de 965 millions en 2016 à 2,1 milliards en 2050. À elle seule, la population nigériane pourrait plus que doubler et atteindre 400 millions de personnes. En zone urbaine, l'accroissement sera particulièrement rapide, ce qui posera des problèmes considérables de création d'emplois, d'infrastructures, d'éducation, de santé et de production agricole. Mais les changements démographiques peuvent aussi être une chance : l'histoire montre que l'augmentation de la population n'est pas nécessairement un obstacle à la croissance. Des populations urbaines et d'âge actif plus nombreuses et une hausse du taux d'activité des femmes sont autant de possibilités de développer l'industrie manufacturière et les services, comme on l'a souvent vu en Asie ces dernières décennies, surtout si elles s'accompagnent d'investissements dans les infrastructures et l'éducation.

Le défi le plus délicat sera peut-être le changement climatique. En Afrique subsaharienne, les températures devraient grimper de 1,5 à 3 degrés d'ici 2050, tandis que les cycles météorologiques, les températures et la pluviométrie devraient devenir plus irréguliers. Cela aura d'innombrables conséquences, y compris une élévation du niveau de la mer dans les zones côtières, une baisse des nappes phréatiques, une fréquence accrue des tempêtes et divers problèmes sanitaires. Le pire effet sera sans doute le coup porté à la production

et à la productivité du travail dans l'agriculture, la principale source de revenu en Afrique, en particulier pour les pauvres.

La route à suivre

Ces défis mettront à rude épreuve les compétences de la nouvelle génération de dirigeants africains. Mais, là encore, les effets seront probablement très disparates : les pays dont les exportations sont les plus diversifiées seront sans doute les moins touchés, contrairement aux pays tributaires de quelques produits et dont la gouvernance est médiocre. Pour que la dynamique de progrès perdure à long terme malgré la conjoncture difficile, il faut agir sur quatre fronts.

Premièrement, une gestion macroéconomique avisée s'impose. Comme le creusement des déficits commerciaux accentue la pression sur les réserves et sur les monnaies, les autorités sont tentées de stabiliser artificiellement les taux de change. Des taux parallèles commencent à être observés dans plusieurs pays. Mais, dans la mesure où les cours des produits de base devraient rester bas, persister à vouloir des taux de change fixes risque de se traduire au final par des ajustements plus lourds et plus exigeants. Malgré les difficultés, les pays doivent laisser leur monnaie se déprécier pour encourager les exportations, décourager les importations et maintenir le niveau des réserves. Dans le même temps, les déficits budgétaires se creusent et, les possibilités d'emprunt étant limitées, des arbitrages difficiles sont inévitables. Fondamentalement, il s'agit de pouvoir mobiliser des ressources intérieures et de doper les recettes fiscales, afin de maîtriser les déficits tout en finançant des investissements cruciaux dans les réseaux routiers, l'énergie, les écoles et les dispensaires. Les montants en jeu sont considérables : à l'échelle de l'Afrique subsaharienne, chaque hausse de 1 point des recettes mesurées en pourcentage du PIB rapporte 17 milliards de dollars supplémentaires par an. Certains pays pourraient avoir intérêt à emprunter pour compléter leurs recettes intérieures, en

particulier pour des projets d'infrastructures prioritaires. Mais le fardeau de la dette s'alourdit, les taux d'intérêt grimpent, et les marges sur les obligations souveraines africaines s'enlèvent, freinant le recours à de nouveaux emprunts.

Deuxièmement, les pays doivent s'employer très activement à diversifier leur économie pour moins dépendre de leurs produits de base. Ils doivent créer un environnement plus propice à l'investissement privé dans la transformation des produits agricoles, l'industrie manufacturière et les services (la saisie informatique, par exemple), autant de secteurs qui peuvent doper la création d'emplois, accélérer la croissance à long terme, faire reculer la pauvreté et réduire la vulnérabilité à la volatilité des cours.

Si les chocs des cours des produits de base ont autant d'effets, c'est *précisément* parce que les économies ne sont pas assez diversifiées. La démarche exacte variera selon les pays, mais la première étape sera d'accroître la productivité agricole, de créer des services de vulgarisation plus efficaces, d'améliorer les routes vers les marchés, de veiller à ce que les prix et les droits de douane ne pénalisent pas les agriculteurs et d'investir dans de nouvelles variétés de semences et d'engrais. Il sera indispensable d'investir également dans l'énergie, les réseaux routiers et l'eau. Comme en Asie de l'Est, il faudrait que les autorités coordonnent l'investissement public dans les infrastructures, par exemple les corridors, les parcs et les zones proches des agglomérations pour que les entreprises bénéficient d'un meilleur accès à l'électricité, d'une réduction des coûts de transport et d'une main-d'œuvre de proximité, ce qui peut considérablement réduire les coûts de production. Pour financer ces investissements, une politique avisée combinant un recours prudent à l'emprunt et une stimulation des recettes intérieures sera nécessaire. Par ailleurs, le coût de base de la pratique des affaires reste élevé dans de nombreux pays. Pour aider les entreprises à être compétitives, les pouvoirs publics doivent abaisser les droits de douane, alléger les formalités et supprimer les obstacles réglementaires inutiles qui freinent le développement. Il est temps de tailler dans les charges des entreprises pour les aider à faire face à la concurrence intérieure, régionale et mondiale.

Troisièmement, les progrès spectaculaires de l'Afrique ne seront durables qu'avec des systèmes d'éducation et de santé solides. L'augmentation des taux de scolarisation et d'achèvement des études, surtout chez les filles, est un bon début, mais la qualité de l'enseignement pêche à différents niveaux : cursus dépassés, installations inadaptées, mauvaise formation des maîtres, contrôle insuffisant par les autorités locales, absentéisme des enseignants, dont les rémunérations sont médiocres. Dans les années à venir, il faudra que la qualité progresse considérablement afin que les élèves, en particulier les filles, puissent acquérir les compétences requises pour devenir des travailleurs productifs. De même, les systèmes de santé sont toujours fragiles, sous-financés et surchargés, comme l'a si clairement démontré l'épidémie récente d'Ébola (voir l'article «L'après-Ébola» dans ce numéro). Il faut prendre des mesures énergiques pour améliorer l'accès aux structures de soins, former les prestataires, favoriser la fourniture de services de base et renforcer plus largement les systèmes de santé.

Quatrièmement, pour que la dynamique de progrès s'inscrive dans le long terme, il est indispensable de renforcer les institutions de bonne gouvernance et d'approfondir la démocratie. La transformation opérée ces vingt dernières années pour rompre avec une pratique autoritaire du pouvoir est remarquable, mais demeure

incomplète. Il faut un meilleur système de contre-pouvoirs, s'appuyant sur des appareils législatifs et judiciaires plus efficaces, une transparence et une responsabilisation accrues et un renforcement de la participation citoyenne pour permettre à l'Afrique de continuer sur la voie du progrès. Certains pays non démocratiques ont obtenu de bons résultats, mais la majorité des régimes autoritaires ont des bilans désastreux en matière de gouvernance.

Enfin, la communauté internationale a un rôle essentiel à jouer. L'aide extérieure a contribué aux progrès rapides, et son maintien aidera les pays à atténuer les effets du ralentissement en cours. Des engagements plus importants et à plus long terme sont nécessaires, en particulier en faveur des pays qui ont amélioré leur gouvernance et démontré leur détermination à progresser. Dans la mesure du possible, un appui budgétaire direct aidera les pays les plus pénalisés par les chocs des prix des produits de base à prendre des mesures d'ajustement. En outre, les concours des donateurs (si possible sous forme de dons ou de prêts bonifiés) destinés à financer des infrastructures contribueront à jeter les bases d'une croissance et d'une prospérité durables. Le moment serait donc mal choisi pour que les pays riches se replient sur eux-mêmes et érigent des barrières commerciales. Ils devraient plutôt encourager la poursuite des progrès et de la diversification économique en réduisant les obstacles qui gênent le commerce des produits en provenance des pays africains les moins développés.

La conjoncture économique mondiale pousse au pessimisme, mais il est évidemment toujours facile de céder à cette tentation. La plupart des analyses concernant les perspectives de l'Afrique étaient négatives au milieu des années 90, alors que de nombreux pays amorçaient un changement de cap et une reprise. Et les observateurs étaient encore pessimistes pendant la crise alimentaire mondiale de 2007 et la crise financière mondiale de 2008-09. Pourtant, contre toute attente, bon nombre de pays de la région ont réussi une transformation remarquable.

Avec le ralentissement mondial actuel, des temps difficiles s'annoncent. Dans les toutes prochaines années, la croissance restera sans doute modérée dans toute la région, et les progrès du développement seront probablement plus lents. Dans certains pays, surtout ceux qui dépendent d'un petit nombre de produits de base, le ralentissement pourrait être assez notable. Les gouvernants n'obtiendront peut-être pas tout de suite une croissance rapide, mais ils peuvent largement contribuer à maîtriser le ralentissement et renforcer les bases nécessaires à un progrès durable. Les efforts qui sont engagés pour améliorer la gouvernance en profondeur, le renforcement des capacités et une génération de dirigeants prometteurs sont de bon augure à moyen terme.

Si leur action est concertée et leurs dirigeants courageux, attendons-nous à ce que de nombreux pays africains continuent d'avancer à grands pas sur la voie du développement au cours des deux prochaines décennies et de réduire la pauvreté, d'améliorer la gouvernance et d'accroître leur prospérité. ■

Steven Radelet dirige le programme de développement mondial humain de l'Edmund A. Walsh School of Foreign Service de l'université de Georgetown; il est l'auteur de The Great Surge: The Ascent of the Developing World.

Bibliographie :

Arndt, Channing, Sam Jones, and Finn Tarp, 2015, "What Is the Aggregate Economic Rate of Return to Foreign Aid?" World Bank Economic Review, July, p. 1-29.